

Paris, le 25 novembre 2019

COMMUNIQUÉ

Le ministre poursuit son opération de casse de la voie professionnelle en organisant minutieusement la pénurie des concours des PLP !

17,4 %, c'est la baisse qu'accusent les inscriptions aux concours de professeur·e de lycée professionnel (PLP) pour la session 2020 ! Les étudiant·es comme les professionnels qui souhaitent se reconvertir vers l'enseignement choisissent de moins en moins l'enseignement professionnel. Le CAPLP externe subit une baisse de 20 % des inscrit·es.

Les conditions de travail sont une des causes principales de ce manque d'attractivité. Elles s'aggravent d'année en année notamment par la politique ministérielle de suppressions de postes et de manque de moyens. Les conditions salariales indécentes détournent aussi les motivations de certain·es étudiant·es qui préfèrent exercer en entreprise : cela concerne des pans disciplinaires entiers comme le révèle la baisse de près de 30 % du nombre d'inscrit·es en maths-sciences au 3^e concours. Le ministre refuse toute mesure permettant d'améliorer l'attractivité du métier de professeur·e de lycée professionnel.

La réforme Blanquer de la voie professionnelle accentue encore la pénurie de candidat·es. Le manque d'heures dédiées aux disciplines générales, la multiplication des dispositifs pédagogiques chronophage pour les personnels et inopérants pour les jeunes font craindre aux candidats potentiel un détournement du métier d'enseignant qui se réduit progressivement à un rôle de simple « animateur » de classe.

Alors que le ministre promeut sa réforme dans les médias en racontant « l'excellence » de la voie professionnelle, il organise en réalité le sabotage de la formation des PLP. Rien n'est prévu pour améliorer les pré-recrutements et mettre en œuvre de véritables parcours adaptés. Rien n'est envisagé pour instaurer une carte nationale des formations pour les stagiaires. Ainsi, certain·es se retrouvent à intégrer un INSPE qui n'offre aucune formation spécifique ni aucun contenu adapté à leurs disciplines.

Le projet sur la nature des épreuves se précise pour les concours des PE et pour le CAPES mais rien n'est encore proposé pour les PLP, alors même que les nouvelles maquettes de formation devront être effectives à la prochaine rentrée. À ce jour, les étudiant·es n'ont pas d'éléments pour préparer les épreuves du CAPLP. Face à ce vide orchestré par le ministère, ils et elles vont avoir encore plus de mal à se projeter dans un continuum de formation vers le métier de PLP.

Le SNUEP-FSU dénonce cette casse de la voie professionnelle organisée à tous les étages par le ministre.

Le SNUEP-FSU demande la mise en œuvre d'une formation initiale ambitieuses des PLP, condition nécessaire à un renforcement de la voie professionnelle. Dans ce cadre, il demande à être reçu rapidement par le ministère.